

## Médias, débats et espaces publics en Allemagne et en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

*10<sup>e</sup> Colloque du Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire  
de la France et de l'Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*

*Kassel, du 9 au 11 octobre 2008*

En France comme en Allemagne, les médias représentent un champ d'étude plutôt récent dans le domaine de l'historiographie. Ces dernières années toutefois, l'intérêt pour cette matière s'est sensiblement accru dans les deux pays. Il est ainsi de plus en plus reconnu que les médias constituent un phénomène apte à expliquer, une problématique fondamentale et une discipline qui s'intègre de manière légitime dans l'historiographie. Jusqu'à présent cependant, l'essor de l'histoire des médias a presque exclusivement été le fait d'approches nationales et s'est en revanche très peu inscrit dans l'histoire des relations, comparaisons et transferts franco-allemands. Les publications qui tentent de faire ressortir de manière cohérente les similitudes et les différences entre la France et l'Allemagne en matière d'histoire des médias, ou plutôt les processus d'échanges et les influences réciproques, demeurent très rares.

Dans ce contexte, ce colloque organisé à Kassel (Allemagne) avait pour vocation de poursuivre trois grands objectifs. Il s'agissait d'abord d'utiliser la structure du Comité franco-allemand des historiens, établie et reconnue depuis de nombreuses années, en vue de faire progresser la coopération scientifique bilatérale également dans le domaine de l'histoire des médias. A la lumière de l'Allemagne et de la France, on devait ensuite considérer de manière concrète la mutation historique des médias dans l'Europe des temps modernes et s'interroger sur les césures centrales et les poussées de médiatisation aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles à l'aide des grands concepts « Médias », « Débats » et « Espaces publics ». Il importait enfin de se dégager de l'aspect national, dominant dans le domaine de recherche « médias », et de rassembler pour la première fois dans le cadre d'une manifestation sur l'histoire des médias de nombreuses contributions dans une perspective comparative et/ou de transfert historique clairement définie.

A l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du Comité franco-allemand des historiens, une table ronde réunissant certains de ses anciens fondateurs et dirigeants a constitué le point de départ de la manifestation. Le sujet du débat, auquel ont pris part d'éminents médiateurs français et allemands pour la coopération en science historique aux côtés de Josef Becker (Augsbourg), Rainer Hudemann (Sarrebuck), Franz Knipping (Wuppertal), Jean-Marie Valentin (Paris) et Georges-Henri Soutou (Paris), était de déterminer quels motivations et objectifs avaient accompagné la création du Comité franco-allemand des historiens vingt ans auparavant, quel bilan, à la fois positif et négatif, pouvait être rétrospectivement tiré de son activité et quelles seraient les principales missions du comité à l'avenir. Jean-Paul Cahn (Paris), qui a animé la table ronde en sa qualité de président du Comité des historiens, a pu finalement constater dans quelle mesure le comité « a rapproché des hommes et des méthodes » durant ces deux dernières décennies.

### Format de médias

La partie scientifique de la manifestation était divisée en six sections : formats de médias, poussées de médiatisation, débats dans les médias I & II, débats sur les médias, médias et espaces publics. La **première section (formats de médias)** a été introduite par une intervention de Nicolai HANNIG (Bochum / Giessen) sur le thème : « Entre transfert et innovation – Interdépendances transnationales de la presse de masse et des magazines en France et en Allemagne de 1870 à 1970 ». Hannig a indiqué dans un premier temps qu'il demeurerait rare d'étudier l'histoire des médias sous l'angle des relations historiques d'interdépendance et il a défendu l'hypothèse selon laquelle ces mêmes interdépendances transnationales et influences réciproques dans le domaine de la presse jouaient depuis le XIX<sup>e</sup> siècle un rôle plus important qu'une « Américanisation » ou « Occidentalisation » unilatérale. Il a pu ainsi montrer qu'en Allemagne comme en France, de nouveaux formats de médias apparus avec les poussées de médiatisation de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle s'inspiraient certes d'une manière propre à chaque pays des modèles américain (« muckraking ») ou anglais (« new journalism »), mais que parallèlement à cela, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le photojournalisme allemand était par exemple considéré comme l'avant-garde par les pays étrangers. Il s'est certes mis en place par la suite une relation de transfert unilatérale entre les Etats-Unis et l'Allemagne ou les Etats-Unis et la France dans le domaine de la presse. Mais c'est au plus tard dans les années 1920 que ce rapport s'est considérablement modifié. En raison de l'émigration de photojournalistes de premier

plan et de la Seconde Guerre mondiale, le centre du photojournalisme a réintégré l'espace anglo-saxon : les impulsions ont à nouveau émané du continent américain. Il s'agissait alors d'une réimportation des stimulations européennes en provenance des Etats-Unis. Hannig a cité en exemple le magazine « Signal » sous le national-socialisme, qui s'inspirait du modèle américain « Life » jusque dans le graphisme des titres, de même que la « photographie humaniste » française de l'après-guerre qui reprenait l'esthétique photographique (américaine) des années 1920. Hannig a pu montrer qu'au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les innovations typiquement allemandes ou typiquement françaises avaient été capables de compléter les processus de transferts qui provenaient des médias de masse anglo-américains. Dans sa contribution « La guerre franco-allemande et l'Alsace-Lorraine dans la presse illustrée allemande (1870-1919) – Vers le « Musée de la guerre de 1870 et de l'annexion » à Gravelotte », Ursula E. KOCH (Munich) a présenté la conceptualisation nouvelle du musée lorrain de Gravelotte (situé à quelques kilomètres à l'ouest de Metz) consacré à la guerre de 1870 et à ses conséquences. La bataille qui y a eu lieu le 18 août 1870 a coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Koch a mentionné l'importance qui sera accordée à la presse illustrée dans les espaces d'exposition prévus. Il s'agit de transmettre aussi la vision allemande de la guerre et de l'occupation pour laquelle la presse illustrée allemande représente une source importante de données. En remplacement d'Andreas FICKERS (Maastricht), absent lors de la manifestation, Dietmar Hüser a exposé l'hypothèse de ce dernier portant sur les « Interférences franco-allemandes dans la constitution d'une infrastructure télévisuelle européenne de 1935 à 1965 ». Le titre indique déjà à lui seul que selon Fickers, il importe que l'histoire des médias surmonte les structures politico-historiques. Son intervention est partie de la constatation d'une ambivalence fondamentale entre l'instrumentalisation politique du médium télévision et les réseaux structurels et sociaux apparus dans toute l'Europe au cours de son développement technique. Ce contexte a mené encore et toujours à des collisions entre intérêts nationaux et internationaux, qui se sont particulièrement bien cristallisées sur les problèmes franco-allemands. Le travail des réseaux sociaux, institués par exemple depuis le milieu des années 1930 entre des techniciens de télévision et des entreprises en France et en Allemagne, mais aussi pendant les années de guerre et d'occupation dans le cadre de la coopération au sein de « Fernsehsender Paris (Paris-Télévision) », s'est retrouvé de plus en plus politisé par la suite (vers la fin des années 1940). Du fait de la concurrence des logiques d'action industrielles et politiques entre les deux pays, une infrastructure européenne n'a pu être créée.

### Poussées de médiatisation

Dans la **deuxième section (poussées de médiatisation)**, Hans Manfred BOCK (Kassel) a intégré à la discussion ses réflexions sur « Les intellectuels à l'ère télévisuelle en France et en Allemagne ». Il est parti pour cela de l'hypothèse selon laquelle le rapprochement de l'histoire des intellectuels, des mentalités et des médias, rendu possible par le « tournant culturel (*cultural turn*) », a eu des conséquences différentes en France et en Allemagne. Les deux pays se rejoignent cependant sur la profonde mutation du rapport entre médias et intellectuels, avec l'apparition des médias audiovisuels de masse. En faisant référence à Régis Debray, Bock a présenté la modification du rôle des intellectuels, passant du statut de « maître » des médias à celui de « serviteur » et de partisan : on constate alors un type d'intellectuels nouvellement constitué, l'« intellectuel des médias ». En conclusion, Bock a esquissé une typologie de champs de recherche envisageables : l'histoire de la perception de la télévision par les intellectuels, le changement de la base de légitimation pour leur intervention publique (ainsi ce n'est plus la compétence des intellectuels qui est déterminante, mais leur degré de célébrité) ainsi que la substitution de leur fonction sociale à travers les nouveaux « intellectuels des médias ». Bock a jugé de manière positive la création d'un « interdiscours » franco-allemand qui permettra ainsi aux spécialistes des médias des deux pays de faire de plus en plus référence à leurs homologues du pays voisin. Avec sa contribution sur le thème : « Vœux du Président en France et « Neujahrsansprachen » du chancelier en Allemagne – Un rituel télévisé dans les années 1980 et 1990 », Dominique BOSQUELLE (Nice) a abordé dans une perspective comparative un rituel annuel qui depuis des décennies occupe une place télévisuelle bien établie le 31 décembre sur les chaînes publiques, aussi bien en France qu'en Allemagne. Son analyse des discours tenus au passage de chaque nouvelle année par le président français et le chancelier allemand a porté d'abord sur la réflexion autour de ces « pratiques politiques » respectives. Malgré la similitude des formats en tant que tels, Bosquelle a pu relever des différences marquantes dans la réalisation, comme par exemple la « théâtralisation » croissante de l'allocution du président au fur et à mesure des années (où musique et images du Palais de l'Élysée précèdent le discours) pour laquelle on ne trouve pas d'équivalent dans le cas allemand. Dans le même temps, depuis le déménagement du gouvernement fédéral, le transfert du lieu du discours de la chancellerie fédérale de Bonn, plutôt sobre, à celle de Berlin, largement plus représentative, est à interpréter comme une plus grande volonté de mise en scène.

## Débats dans les médias I

Dans la **troisième section (débat dans les médias I)**, Peter SCHÖTTLER (Paris, Berlin) a présenté son analyse des « débats autour de la science et du rationalisme en France et en Allemagne de 1900 à 1930 ». Des deux côtés du Rhin, le scientisme aurait connu son apogée au changement de siècle. En partant d'une confrontation des éditoriaux de quatre magazines historiques en sciences sociales, Schöttler a précisé les similitudes et différences entre les programmes et les contenus des discours scientifiques nationaux respectifs de l'époque. L'ensemble des magazines considérés avait en commun une orientation thématique consacrée à l'histoire, à l'économie et aux sciences de l'Etat (*Staatswissenschaften*), la vocation « encyclopédique » ainsi que le statut de « revues d'universitaires ». Il y a donc eu un parallèle relatif entre les projets éditoriaux en France et en Allemagne qui est à attribuer à la « scientification » concomitante de la société et de la science même. Toutefois, le rapport entre histoire et sociologie, encore tout à fait ouvert au moment de la création des revues, s'est durci de manière plus précoce en Allemagne qu'en France, ce qui a probablement eu des conséquences fatales sur la relation de dépendance entre la croyance dans la science et le darwinisme, ou biologie. Dans son intervention sur « La perception de la France dans la presse du mouvement ouvrier allemand avant 1914 – La catastrophe de Courrières du 10 mars 1906 », Peter FRIEDEMANN (Bochum) a dépeint ensuite la catastrophe minière du nord de la France comme un « événement transnational ». Il s'agissait surtout de se demander pourquoi la grande vague de solidarité (que l'on pouvait constater précisément dans la Ruhr envers les mineurs ensevelis de l'autre côté du Rhin) n'avait pas abouti à des modifications à l'échelle de la société civile ou à une mutation de la relation franco-allemande. D'autres catastrophes historiques ou échecs technologiques auraient eu des conséquences allant dans ce sens. Selon Friedemann, on a vu certes dans la presse française comme dans la presse allemande des tentatives d'« élargissement » du débat vers les aspects humanitaires ou philanthropiques de la catastrophe de Courrières qui ont été cependant rapidement instrumentalisés par la politique. Une transformation durable de l'image de l'autre n'a pas pu se produire ainsi. Dans sa présentation sur le thème « Les articles d'Heinrich Mann et de Georg Bernhard dans La Dépêche de Toulouse entre 1933 et 1939 », Hélène CAMARADE (Bordeaux) a également traité de la question relative à la fonction des organes de presse dans des périodes de précarité politique. Contrairement à l'activité journalistique de Mann pour « La Dépêche », celle de Georg Bernhard est restée jusqu'à présent inexplorée. Camarade a attribué l'extraordinaire propension à publier des exilés allemands en France à la modernisation du journal à partir de 1932 sous son nouveau directeur, Maurice Sarraut, qui grâce à son frère Albert Sarraut disposait de relations étroites avec la scène politique parisienne. S'appuyant sur la comparaison des articles de Mann et de Bernhard, Camarade a identifié les différentes stratégies de communication des deux exilés. Tandis que Bernhard traitait surtout de politique extérieure et d'économie, Mann se consacrait avant tout à la politique intérieure de l'Allemagne et donnait à ses lecteurs une grille d'analyse du régime national-socialiste. La force des deux auteurs était néanmoins identique : il s'agissait pour tous deux de mettre en garde leur lectorat français contre toute politique d'apaisement.

## Débats dans les médias II

La **quatrième section (débat dans les médias II)** débuta avec l'intervention de Friedhelm BOLL (Bonn) sur la « Réception de la création de Solidarnosc en France et en Allemagne ». L'accent a été mis sur la comparaison des structures de la sphère publique et des syndicats respectifs dans les deux pays, car le regard trop fortement orienté vers la recherche franco-polonaise ou vers la recherche germano-polonaise dans ce domaine précis donne souvent lieu à des contradictions apparentes. Il s'agit plutôt ici de briser la perception stéréotypée selon laquelle le mouvement Solidarnosc aurait été soutenu en France par des manifestations riches d'idées, tandis que l'Allemagne aurait apporté une aide plus silencieuse mais d'autant plus efficace. Boll en conclut cependant qu'après une courte phase d'incompréhension réciproque, exacerbée notamment par la visite de Schmidt auprès d'Honecker en décembre 1982, on a pu assister à un rapprochement des positions française et allemande à l'égard des événements de Pologne. Anne SALLES (Paris) a clos la section avec une réflexion significative sur les « Questions démographiques actuelles – La dénatalité dans les médias en France et en Allemagne ». Tandis que le sujet attire peu l'attention en France, il revêt un « ton d'urgence » dans la presse allemande, quand il ne s'agit pas de pointes de polémique ou de panique. Ces différences sont par ailleurs perçues de manière réciproque : la presse allemande regorge ainsi d'articles sur le système de politique familiale en France, toutefois impossible à imiter. Le regard français sur le débat allemand insiste plutôt sur la dimension culturelle du problème. Salles a d'abord imputé les manières respectives d'aborder le thème du recul de la natalité à la divergence des taux de natalité. Cependant, cela ne suffit pas à expliquer les différences de tons dans le paysage de la presse française et allemande. Selon Salles, les divergences sont finalement à attribuer au fait que la France se soit déjà intéressée depuis plus d'un siècle au taux de natalité. En Allemagne, les expériences historiques (régime national-socialiste, RDA) ont en revanche lourdement pesé sur le débat.

## Débats sur les médias

Dans la **cinquième section (débats sur les médias)**, Katharina BÖHMER (Kassel) a commencé par présenter les « Revues pour la jeunesse en France et en Allemagne de l'Ouest dans les années 1950 et 1960 ». Les « Trente glorieuses » en France et le « miracle économique » de l'Allemagne de l'Ouest ont joué un rôle décisif dans la création de nouveaux magazines commerciaux dédiés à la jeunesse, comme « Bravo » (1956) ou « Salut les copains » (1962) et ont encouragé l'émergence d'une culture indépendante des jeunes dans les deux pays. D'importantes similitudes se sont dégagées de la comparaison des deux revues : elles ont chacune atteint en un temps record un tirage inattendu et chacune a dû son succès principalement à une « révolution des médias », c'est-à-dire à la diffusion rapide des appareils de radio à transistors auprès des adolescents qui leur offraient en retour un accès à de nouveaux genres musicaux. Les deux revues ont précisément consacré de nombreuses pages à ces nouveaux styles musicaux et à leurs interprètes, ainsi élevés au rang de stars et d'idoles auprès des jeunes lecteurs. Ici comme là-bas, les thèmes politiques et sociaux occupaient au mieux une place marginale. Il s'agissait avant tout de transmettre, de manière indépendante, l'image et le sentiment d'une génération. Les différences sont alors plus à attribuer aux formes d'expression spécifiques et nationales de la culture populaire dominante qu'à la divergence d'orientation en termes de programmes. Ainsi, le style musical des « yéyé » en France a eu beaucoup plus de succès auprès des jeunes que les tubes (*Schlager*) allemands qui venaient s'opposer aux importations de musique américaine. Ces différences nationales ont commencé à s'estomper avec la déferlante de la *Beatlemania* dans les deux pays dès 1964. Le « degré d'américanisation » qui différait au départ d'un magazine à l'autre a été finalement remplacé progressivement par une « Européanisation » de la culture populaire. Stephanie KRAPOTH (Besançon) a traité d'un tout autre format de magazines dans sa contribution intitulée « De l'humour publié – le succès inégal de deux magazines satiriques en Allemagne et en France 1954-1967 ». Dans son analyse du « *Simplicissimus* » et du « *Canard enchaîné* », à la fois riche d'exemples et de comparaisons, Krapoth distingue trois fonctions de l'humour tel qu'il apparaît dans les textes et caricatures des deux revues. L'« humour comme arme » est toujours employé quand il s'agit de critiquer les habitudes ou les décideurs politiques du pays voisin respectif, en particulier dans le contexte des relations franco-allemandes. On retrouve par ailleurs l'« humour divertissant », dont la fonction est d'amuser le lecteur et qui opère souvent à l'aide de stéréotypes traditionnels. Krapoth a enfin évoqué l'« humour remontant » qui ne concerne plus l'autre mais s'adresse plus particulièrement à l'image que l'on a de soi. Pour conclure, Krapoth a plaidé pour une plus forte prise en considération du rôle de l'humour dans l'histoire.

## Médias et espaces publics

La **sixième section de la manifestation (médias et espaces publics)** a été introduite par la contribution de Philippe ALEXANDRE (Nancy) sur « L'Exposition universelle de 1900. Le débat sur ses enjeux économiques et nationaux en France et en Allemagne ». Trois questions ont été placées au cœur de l'analyse de la presse : comment Français et Allemands se sont-ils positionnés les uns par rapport aux autres dans l'« espace symbolique » de l'exposition universelle, dans quelle mesure l'image de l'autre dépendait-elle des réalités économiques, et enfin : l'exposition universelle a-t-elle mené à un « regard croisé », à une perception réciproque également dans l'opinion publiée ? Alexandre n'a pas trouvé de références qui étayaient la vision d'un rapprochement des peuples issu de l'exposition universelle. Bien au contraire, l'esprit darwiniste qui y régnait avait déjà, aux yeux des contemporains, mené à un durcissement des rivalités pour aboutir à une « lutte des nations » (Theodor Wolff). Face à la scission interne de la France après l'affaire Dreyfus, le gouvernement de Paris avait tenté d'instrumentaliser l'exposition. A l'échelle de la politique extérieure, il s'agissait de mettre en lumière la « grandeur de la France » et non de prôner la pacification. Bien que l'exposition universelle se soit révélée la première grande rencontre entre Français et Allemands depuis 1871, le discours de la presse des deux côtés du Rhin est resté extrêmement ambivalent. Les chances d'entente entre la France et l'Allemagne étaient beaucoup plus réelles dans la période d'après 1945, comme l'a illustré Daniela KNEIBL (Paris) dans sa contribution sur les « Possibilités et limites des espaces médiatiques européanisés – Les journaux jumeaux « Jeune Europe » et « Jugend Europas » de 1952 à 1957 ». La revue mensuelle « Jeune Europe/Jugend Europas/Giovane Europa/Young Europe », lancée dans un premier temps en version quadrilingue à Paris dans le cadre de la « Campagne européenne de la jeunesse » de 1952, s'adressait de manière explicite à un espace public « européen » et à un public jeune qui défendait l'idée d'une Europe unie. Cependant, dès l'année suivante, des rédactions distinctes se sont constituées pour les éditions française, allemande et italienne. A la lumière des débats autour de la Communauté européenne de défense et autour du réarmement de l'Allemagne, Kneißl a pu montrer que face à la divergence des situations de conflits et d'intérêts politiques, l'espace de discours européen fut abandonné, du moins en partie, au profit de priorités nationales. La vision des Allemands en tant que partenaires au sein d'une Europe unie s'est donc progressivement estompée et la jeune République fédérale a été de plus en plus représentée comme un problème dans la revue « Jeune Europe ». Les

objectifs nationaux et un manque considérable d'échanges effectifs entre les rédactions s'opposaient à une « exigence européenne » générale mais vague. Pour clore la section, Guido THIEMEYER (Siegen/Cologne) a analysé « L'Europe de Maastricht dans l'espace public français et allemand du début des années 1990 » en s'interrogeant sur la nature de la discussion menée en France et en Allemagne sur l'Union monétaire pour savoir ensuite si un espace de discussion transnational avait pu être créé dans ce contexte. Thiemeyer a distingué pour l'Allemagne trois niveaux de discussion dans l'espace public : un niveau économique, juridique et politique, où il s'agissait avant tout de traiter de la nécessité politique d'une union monétaire. Dans l'ensemble, le débat en Allemagne autour de Maastricht a été un phénomène des élites. En France en revanche, la discussion s'est installée de manière plus précoce. *Via* le referendum, elle s'est trouvée encore plus politisée et sujette à polémique. Quant à l'espace public transnational, Thiemeyer a constaté qu'il n'en était qu'à ses tout débuts et qu'il concernait uniquement la sphère politique, comme l'atteste le fait que des hommes politiques allemands aient publié dans « Le Monde ». Cependant, un espace public transnational n'a pas été constitué, en raison notamment d'une sémantique spécifique ancrée dans l'histoire qui a dénaturé la vision d'ensemble en prenant en compte les différentes prises de positions à l'égard de « l'Europe de Maastricht ».

Dans sa conclusion, Dietmar HÜSER (Kassel) a précisé qu'il s'était révélé particulièrement intéressant de sortir les médias français et allemands de leur dimension nationale et de les considérer au sein de chaque contribution dans une approche de comparaison et de transfert historiques. En partant d'un concept ouvert des médias (d'un double point de vue thématique et méthodique) et d'une compréhension de l'histoire des médias en tant qu'histoire d'intégration, qui étudie comment la politique, la société et la culture façonnent les médias et, à l'inverse, comment les médias influencent la politique, la société et la culture au fil du temps, les interventions ont permis d'apporter des conclusions à des débats déterminants dans le paysage actuel de la recherche « médias ».

De nombreuses contributions ont mené à un nouvel examen et à une nouvelle connaissance relatifs aux complexes de questions suivants :

- La question des **médias dominants et secondaires**, du type et du format de médias, de la diffusion quantitative et des mutations qualitatives des médias, de la fragmentation et du pluralisme des formats, des conditions et de l'impact des poussées de médiatisation ainsi que de la place des anciens médias dominants dans la nouvelle structure du paysage médiatique : de la presse de masse et des magazines jusqu'à la radio et la télévision.
- La question des **discours sur les médias**, des discours sur les médias de masse dominants au fil du temps, des connotations plutôt positives (par ex. la démocratisation, le contrôle du politique) ou négatives (par ex. la manipulation, la mise en péril des jeunes, l'américanisation), mais aussi de la divergence des discours stigmatisés et des pratiques réelles de groupes sociaux pris isolément que l'on peut observer à partir des romans à quatre sous jusqu'à la vidéo et internet, en passant par les premières œuvres cinématographiques.
- La question des **relations entre médias et politique**, des conditions cadres politiques du développement des médias et de la politique gouvernementale des médias jusqu'au contrôle étatique et à l'instrumentalisation des médias de masse (par ex. dans la constitution d'une infrastructure télévisuelle européenne), mais aussi de la propre mise en scène de la politique et des décideurs dans la société des médias, notamment par les allocutions télévisées et les discours du nouvel an des chefs d'Etat et de gouvernement.
- La question des **acteurs des médias**, concrètement de la fonction double des médias, qui d'un côté servent de code dans les rapports politiques, socio-économiques et culturels et qui d'un autre côté, sous la forme d'un magazine spécialisé, d'un journal quotidien, d'une revue pour la jeunesse, d'un journal satirique, ou de tel ou tel format télévisuel, peuvent eux-mêmes produire l'opinion, agir sur la formation de l'opinion publique ou partiellement publique et ce à travers une combinaison habile de mots et d'images, par exemple à travers l'orientation politique de médias pris isolément comme la Dépêche de Toulouse ou à travers les commentaires moralisateurs dans les débats relatifs à la démographie.
- La question des **nations médiatiques**, des nations modernes comme des communautés d'agitation télécommunicatives (Sloterdijk), et à la fois des rapports entre les effets de nationalisation, d'européanisation et d'internationalisation des médias de masse, des opportunités et limites présentées par les espaces publics de médias transnationaux susceptibles d'émerger à des moments précis (l'exposition universelle de 1900, la catastrophe minière de 1906, la création de Solidarnosc en 1980, le débat sur le traité de Maastricht en 1992) ou dans des médias précis (la presse de masse et la presse illustrée, les revues européennes destinées aux adolescents).

Lors de cette manifestation sur les médias organisée à Kassel, l'ensemble des débats issus de la recherche n'a certes pu être traité avec la même intensité et le même souci du détail. Ainsi, la question des **producteurs de médias**, du journalisme en tant que métier, de la professionnalisation et de la différenciation des domaines, des idéaux et des styles journalistiques nationaux et transnationaux n'a pu être abordée que par petites touches. Par ailleurs, le problème de la **réception des médias et des publics des médias**, tout aussi important et ardu d'un point de vue méthodologique, le

problème de l'appropriation sélective et active des offres médiatiques de plus en plus différenciées par divers groupes sociaux n'a été traité que dans quelques contributions. Toutefois, sous des prémisses comparatives et/ou de transferts historiques, cette manifestation a permis de mettre en évidence la diversité des approches potentielles et des thèmes relatifs à une histoire des médias franco-allemande dans un échange qui les a rendus fructueux pour la suite de l'étude de l'histoire des médias.

**Dietmar Hüser, Katharina Böhmer** (*Département de sciences sociales, Université de Kassel*)

Traduction : **Solène Hazouard**